



CAMPAGNE ÉLECTORALE FÉDÉRALE 2021

**ENJEUX DU RÉSEAU DE DÉVELOPPEMENT
ÉCONOMIQUE ET D'EMPLOYABILITÉ**

SOMMAIRE EXÉCUTIF

La société canadienne évolue très rapidement. Force est de constater qu'en l'espace de quelques semaines, le paysage politique et économique de notre pays peut faire volteface. Nous le constatons présentement avec les élections en cours. L'ère du temps s'annonce très intéressante. C'est dans cette optique que le présent document vise à faire état des enjeux prioritaires du Réseau à l'horizon de la campagne électorale fédérale lancée le 15 août dernier, ainsi que de la période qui suivra. Puisque notre organisme se veut le porte-parole officiel du développement économique des communautés francophones et acadienne en situation minoritaire, il nous incombe de souligner les dossiers que nous jugeons prioritaires pour l'ensemble des communautés francophones et acadienne au pays. Ce document est votre document. Il peut être utilisé afin de communiquer de façon optimale les messages clés que nous souhaitons transmettre aux représentants des partis politiques en poste. Nous vous invitons ainsi à le partager, à le diffuser, et à commenter sur ce dernier. C'est en dialoguant, en collaborant et en échangeant que nous pouvons faire avancer les grandes priorités pour un développement économique francophone plus dynamique. Notre intention est de travailler en étroite collaboration avec le nouveau gouvernement élu, et ce, afin d'entretenir des liens durables, solides qui auront des effets à long terme sur le renforcement de nos communautés.

MISE EN CONTEXTE

Le Premier Ministre Justin Trudeau a confirmé au mois d'août 2021 que des élections fédérales auront lieu le 20 septembre. Ce dernier s'est rendu à Rideau Hall le dimanche 15 août 2021 pour demander à la Gouverneure générale, Mary Simon, tout récemment nommée, la dissolution du Parlement et ainsi officialiser le déclenchement de la campagne électorale fédérale. Celle-ci durera 36 jours, le minimum requis par la Loi. En vertu de ce contexte, le RDÉE Canada souhaite présenter les cinq enjeux qui lui tiennent à cœur et qui représentent des priorités pour les communautés francophones et acadienne du pays. Nous espérons ainsi pouvoir à la fois alimenter les discussions sur ces enjeux lors de la campagne et durant la période qui suivra.

Dans son ancienne forme, la 43e législature comptait 155 députés libéraux. Les conservateurs détenaient 119 sièges à la Chambre des communes tandis que le Bloc québécois et le NPD ont eu respectivement 32 et 24 sièges. Deux députés verts et cinq indépendants ont complété le portrait. De plus, avant l'arrivée au pouvoir des libéraux en 2019, les Canadiennes et Canadiens n'avaient pas élu un gouvernement minoritaire depuis plus de dix ans, soit en 2008, moment où ils ont reconduit le conservateur Stephen Harper au pouvoir avec seulement 158 sièges. Dans le climat actuel où ce document est rédigé, plusieurs scénarios sont envisageables.

En ce sens, nous souhaitons que les représentants de chacun des partis politiques prennent en compte, dans leur plateforme électorale ainsi que dans la période qui suivra, les enjeux qui touchent directement toutes les communautés francophones en situation minoritaire au pays.

ÉTAT DE LA SITUATION

Les communautés francophones et acadienne au Canada comptent pour plus de 10 millions d'individus. Ceci représente près de 27 % de la population totale du pays. 2,7 millions d'entre eux vivent en situation minoritaire, c'est-à-dire, dans des communautés localisées ailleurs qu'au Québec. Le Réseau constitue ainsi une part importante de l'électorat. Notre voix, nos enjeux, nos luttes et nos priorités pour un développement économique et social inclusif et diversifié comptent. L'avenir de la langue française au pays repose ainsi entre vos mains. Nous ne pouvons bien évidemment avancer seul. Ensemble, nous avons le pouvoir d'influencer le devenir des communautés de langues officielles. C'est pourquoi nous vous demandons ce lundi 20 septembre prochain, lors de l'élection fédérale, de faire entendre votre voix et de voter pour des communautés francophones et acadienne plus fortes et plus dynamiques. Nous avons besoin de votre engagement. Serez-vous de la partie?

Reconnu pour son expertise, le Réseau de développement économique et d'employabilité (RDÉE Canada) œuvre depuis près de 25 ans à favoriser le développement économique des communautés francophones et acadienne en appuyant les actions collectives de ses membres et en assurant un leadership national basé sur la collaboration et les partenariats. Dans le cadre de cette présente campagne électorale et de l'élection d'un nouveau gouvernement, nous souhaitons pouvoir vous faire part de nos réflexions, de nos enjeux prioritaires et de nos engagements pour le développement des communautés francophones et acadienne du pays.

ENJEUX PRIORITAIRES

1 Francophonie économique canadienne

La francophonie économique est au cœur de nos actions. Un sondage récent* démontre toute l'importance de soutenir un développement économique francophone de façon durable. Selon cette étude, 77 % des répondants sont d'avis que le gouvernement fédéral doit en faire davantage pour le développement économique des communautés francophones en situation minoritaire au Canada. En ce sens, nous invitons donc les partis politiques à l'action.

Le RDÉE Canada encourage les actions des partis qui opèrent la promotion active du développement économique des communautés francophones et acadienne entre autres, nous soutenons la promotion des points suivants :

- Le renforcement du financement public accordé aux organismes de développement économique nationaux et régionaux ;
- Les initiatives, programmes et services visant à encourager le développement et le renforcement de l'entrepreneuriat francophone en situation minoritaire ;

* Sondage réalisé par la firme Léger.

- Le renforcement des initiatives visant la création d'emplois durables et soutenables pour les CLOSM (communautés de langue officielle en situation minoritaire) ;
- Le renforcement des liens commerciaux et d'échanges avec les pays de la francophonie ;
- Le maintien des délégations à l'OIF (Organisation internationale de la Francophonie) ;
- L'encouragement des efforts de rapprochement dans la francophonie canadienne dans son ensemble ;
- Le soutien direct aux institutions d'enseignement supérieur dans les CLOSM, notamment auprès de l'UOF (Université de l'Ontario français), du Campus St-Jean, de l'Université de Saint-Boniface, de l'Université de Sudbury, de l'Université de Hearst et plusieurs autres exemples qui ont défrayé les manchettes dans les dernières années;
- Le soutien au présent Plan d'action en matière de langues officielles 2018-2023 et l'élaboration d'une suite au présent plan d'action ;
- Le soutien définitif aux efforts de modernisation de la Loi sur les langues officielles.

2

Immigration et employabilité

L'immigration est un élément indispensable de la croissance économique du Canada, et ce, encore plus dans un contexte de la pandémie de Covid-19 et de la relance économique. Le RDÉE Canada est, par essence, soucieux du progrès économique de la francophonie canadienne. Le RDÉE Canada ainsi que chaque organisme provincial ou territorial membre de son Réseau, sont une porte d'entrée privilégiée pour faciliter l'employabilité et pour faire des affaires en français dans les communautés francophones et acadienne du Canada. Ensemble, ils possèdent l'expertise et les relations dont les immigrants francophones et bilingues ainsi que les employeurs canadiens ont besoin avant, pendant et après l'intégration économique de nouveaux arrivants. Ce n'est donc pas sans surprise que le RDÉE Canada soutiendra les initiatives envisagées dans les plateformes électorales des partis qui soutiennent et renforcent les investissements en matière d'immigration francophone et d'employabilité des immigrants francophones. En effet, la pandémie de Covid-19 a amplifié le problème existant du sous-emploi des immigrants, incluant les immigrants francophones. Les femmes et jeunes racialisés ont été particulièrement touchés par les pertes d'emplois. Nos besoins consistent à renforcer les programmes existants et de mettre en place de nouveaux programmes afin d'éviter que l'écart économique ne se creuse entre les immigrants francophones et bilingues puis les canadiens. Le but étant également de s'assurer que les immigrants francophones et bilingues contribuent à la reprise économique, soit en répondant aux pénuries de main-d'œuvre de certains secteurs ou en créant des emplois comme entrepreneurs. Nous aimerions également inviter les différents partis à se prononcer sur l'augmentation du taux d'immigration (quotas) pour les francophones qui souhaiteraient se localiser dans les provinces hors Québec.

3

Tourisme francophone

Le tourisme francophone au Canada représente une valeur ajoutée non négligeable pour l'industrie touristique canadienne. Une étude effectuée en 2017 pour le RDÉE Canada par Étude Économique Conseil (EEC) évalue à 7,8 milliards de dollars la contribution directe du tourisme francophone hors du Québec au PIB du Canada en 2016 et estimé à 123 230 le nombre d'emplois directement reliés à ce secteur (selon des estimés conservateurs). De plus, le Canada compte 10 millions de personnes qui parlent le français et qui contribuent au tourisme dans les communautés francophones et acadienne (7,6 millions au Québec et 2,7 millions qui habitent ailleurs).

C'est pour appuyer ce dynamisme économique que le RDÉE Canada et ses membres ont fait du tourisme dans les CFSM une de leurs priorités et ont mis en place plusieurs initiatives afin de rendre l'industrie du tourisme francophone plus compétitive. Trois secteurs d'intervention prioritaires ont été identifiés pour permettre au RDÉE Canada et à son Réseau, dans chaque province et territoire, d'appuyer l'industrie touristique dans les communautés francophones et acadienne :

- Le soutien aux entreprises touristiques dans les communautés francophones et acadienne ;
- Le renforcement du pouvoir d'achat des visiteurs potentiels ;
- Le marketing et la communication.

En ce sens, nous invitons les partis prenant part à l'élection à se prononcer sur les enjeux suivants :

- Le maintien du Corridor patrimonial, culturel et touristique francophone qui met en valeur plus de 130 sites historiques et 160 destinations touristiques dans toutes les provinces et territoires du Canada.
- Un investissement de six millions de dollars est nécessaire pour répondre aux besoins particuliers des entreprises francophones et soutenir le redressement du tourisme dans les communautés francophones et acadienne. À noter que les petites entreprises touristiques francophones n'ont pas toujours accès aux programmes de financement qui sont offerts et qui sont disponibles. Un plan de relance du tourisme au Canada devrait ainsi inclure des fonds qui sont spécifiques au tourisme francophone.

4

Jeunesse économique

Le RDÉE Canada et ses membres reconnaissent l'importance d'appuyer la jeunesse des communautés francophones et acadienne dans leurs démarches d'emploi, d'entrepreneuriat et de participation au développement économique de leur communauté. Le Réseau, composé de 12 membres provinciaux et territoriaux, mène plus de 75 projets en appui à la jeunesse francophone du Canada à l'heure actuelle.

La jeunesse d'aujourd'hui est bilingue et même multilingue, consciente du fait que le marché du travail évolue et que les technologies progressent à grande vitesse. Les jeunes sont ouverts sur l'ensemble du pays et sur le reste du monde et souhaitent participer à des projets d'envergure. Le maintien de la dualité linguistique canadienne dépend en grande partie de sa jeunesse. Le Réseau et ses membres favorisent une vision globale dans laquelle les jeunes peuvent envisager un avenir en termes d'emploi et de vie communautaire : éducation, culture, services et loisirs.

Le RDÉE Canada demande le renforcement du financement public visant la jeunesse économique ainsi que l'entrepreneuriat jeunesse. En particulier, le RDÉE Canada souhaite une augmentation des enveloppes budgétaires d'Emploi et Développement Social Canada, de Patrimoine Canadien et tout autre ministère sur cette question particulière pour la période post 2022-2023. La bonification de programmes spécialisés, tels que Services Jeunesse Canada ou encore la reconduction d'initiatives telles que la Stratégie emploi et compétences jeunesse (SECJ) seraient un atout considérable pour les CLOSM.

● Petite enfance

Depuis près d'une vingtaine d'années, des partenaires nationaux collaborent au développement de la petite enfance dans les communautés francophones en contexte minoritaire au Canada. Le RDÉE Canada a l'honneur et le privilège de travailler sur cette question de fond au développement et au renforcement de nos communautés. Toutefois, force est de constater que le financement n'est pas adéquat afin de permettre le plein renouvellement démographique. Un sondage* mené en 2020 démontre toute l'importance de mener des investissements à long terme dans ce secteur d'importance pour la francophonie.

* Sondage réalisé par la firme Léger.

Dans les faits, le tiers des parents répondants considère qu'il est difficile d'avoir accès à des centres de la petite enfance francophone, une proportion qui augmente considérablement selon le lieu de résidence. En effet, des iniquités persistent selon la province ou le territoire de résidence de la population francophone. En Atlantique, dans l'Est du Canada, dans les Prairies ou dans le Nord, les réalités d'accès ne sont pas les mêmes. Les partis politiques doivent ainsi s'engager sur ce plan. C'est pourquoi, le RDÉE Canada est partie prenante d'une augmentation d'enveloppe budgétaire allouée auprès des programmes soutenant directement les efforts de mise en place de garderies en milieu minoritaire. Il s'agit tout simplement d'appuyer la pierre angulaire du développement des communautés francophones en milieu minoritaire, c'est-à-dire l'éducation dès un jeune âge. Après tout, l'accessibilité et la qualité des services de garde de langue française sont des enjeux de premier plan pour la vitalité des communautés au pays.

Le RDÉE Canada recommande également la mise en place d'un couloir d'immigration francophone destiné à faciliter le recrutement à l'international d'éducatrices et éducateurs en petite enfance afin de répondre à la pénurie généralisée à l'échelle du pays. En effet, la pénurie de main-d'œuvre dans ce secteur est un des facteurs qui crée le manque des places en service de garde en FRANÇAIS et de QUALITÉ dans les communautés francophones en situation minoritaire au pays.

5 Développement durable

Le virage vers une économie verte est un dossier d'actualité qui exige innovation et vision à long terme. Au sein du Réseau, cette préoccupation s'est traduite par diverses initiatives pour aider les communautés francophones et acadienne à réfléchir à cette question et à explorer des initiatives durables. Le RDÉE Canada et ses membres ont défini des enjeux prioritaires communs aux communautés francophones et acadienne et à l'économie verte :

- Mobiliser et engager les partenaires clés
- Sensibiliser les communautés
- Appuyer la mise en œuvre de projets en économie verte

Le RDÉE Canada est conscient des défis de développement durable, ici et ailleurs, et s'engage à aligner ses enjeux sur les objectifs de développement durable émis par l'Organisation des Nations Unies (ONU) à l'objectif 2030.

Le RDÉE Canada est favorable à toute initiative présentée dans les différentes plateformes électorales ainsi que dans la période qui suivra, appuyant le renforcement du financement public visant les initiatives vertes, la lutte aux changements climatiques et le développement d'une économie centrée sur le développement durable. En particulier, nous souhaitons le renforcement des allocations de financement à Environnement et changements climatiques Canada, à Innovation, Sciences et Développement économique Canada et aux autres ministères développant des pratiques écoresponsables. Du soutien renforcé notamment pour la création d'emplois verts dans des programmes spécialisés et dont les communautés CLOSM bénéficient en grande partie, tels que Jeunesse Canada au Travail, Emplois d'été Canada ou d'autres programmes similaires seraient plus que bienvenus.

Le RDÉE Canada apportera de plus son appui à toute initiative favorisant le développement durable dans les communautés francophones en situation minoritaire afin de créer un système économique d'échange et de production qui, à tous les stades du cycle de vie des produits (biens et services), vise à augmenter l'efficacité de l'utilisation des ressources et à diminuer l'impact sur l'environnement tout en développant l'essor économique des communautés. Le RDÉE Canada recommande vivement que la notion de durabilité soit prise en compte dès le premier stade d'idéation des entreprises afin d'assurer un développement économique durable.

CONCLUSION

Il ne faut pas nier l'importance de cette élection ainsi que de la période qui suivra, un moment dans notre histoire nationale. Notamment, la transition vers l'après-COVID sera la clé de la réussite. Cet enjeu transcende différents domaines d'activités, incluant le champ du développement économique. Il faut donc traiter ce changement de paysage politique comme un moment particulier dans notre histoire nationale et qui aura des incidences pour les années à venir.

Par ses actions, le RDÉE Canada et son Réseau forment des partenaires privilégiés du gouvernement à venir. Il l'appuie dans ses obligations à promouvoir la dualité linguistique du Canada, soutenir l'essor économique des communautés de langue officielle en situation minoritaire et renforcer la prospérité économique du Canada. Le RDÉE Canada et ses membres favorisent les partenariats avec tous les acteurs du développement économique et de l'employabilité ainsi qu'avec les joueurs ayant une expertise en la matière pour contribuer au développement économique local des communautés francophones et acadienne et les positionner comme des atouts économiques compétitifs et favorables, c'est-à-dire, des agents à part entière de la prospérité du Canada.

Nous ne voulons ainsi point le statu quo, mais au contraire des avancements formels et conséquents en matière de développement économique et de francophonie. Nous nous engageons dans le cadre de cette campagne électorale à promouvoir la dualité linguistique et à soutenir un Canada prospère, d'un océan à un autre. Notre intention est de travailler en étroite collaboration avec le nouveau gouvernement élu, et ce, afin d'entretenir des liens durables, solides et qui auront des effets à long terme sur le renforcement de nos communautés. Le RDÉE Canada s'engage à rencontrer les nouveaux ministres qui arriveront en poste à l'automne et œuvrant dans les dossiers prioritaires de la francophonie afin d'unir nos forces et de travailler pour un Canada prospère.

Ce que vous pouvez faire...!

Ensemble, les francophones en situation minoritaire vivant dans les neuf provinces et trois territoires, et forts de 2.7 millions d'individus, peuvent faire toute la différence. Ne laissez personne vous dire que votre vote ne changera rien! Au contraire, plus les gens s'engagent, plus les choses changent. Voici différentes façons dont vous pouvez passer à l'action dans votre communauté :



Écrivez aux candidats et candidates de votre circonscription pour faire entendre vos préoccupations sur les langues officielles ainsi que sur le développement économique et social de nos communautés.



Participez aux nombreux débats dans votre région, dont le débat sur la francophonie qui sera diffusé sur les ondes de Radio-Canada en septembre.



Rédigez une chronique dans votre journal local portant sur les enjeux qui vous tiennent à cœur.



Diffusez ce document sur les réseaux sociaux.



Faites-nous parvenir par voie électronique vos suggestions et votre vision pour un développement économique prospère pour les communautés francophones et acadienne.



À propos du RDÉE Canada :

Le Réseau de développement économique et d'employabilité (RDÉE Canada) œuvre depuis près de 25 ans pour favoriser le développement économique des communautés francophones et acadienne en appuyant les actions collectives de ses membres et en assurant un leadership national basé sur la collaboration et les partenariats.

Pour nous joindre :

1, RUE NICHOLAS, BUREAU 606,
OTTAWA (ON) K1N 7B7
613 244-7308
info@rdee.ca